**LES RAPPORTS ENTRE
L'ÉCOLE DE SANTÉ NAVALE
ET L'UNIVERSITÉ**

doyen Francis TAYEAU

Membre de l'Académie Nationale de Médecine

La notion de complémentarité, si souvent évoquée lors des diverses réformes universitaires, trouve sa justification la plus parfaite dans les rapports entre "l'Ecole de Santé Navale" et l'Université. Cette constatation a souvent été rappelée, en particulier jadis par le doyen Clément Sigalas et tout récemment encore par le professeur Dominique Ducassou, président de l'Université de Bordeaux II (°).

Cette union, indissoluble aux yeux des bordelais, a pourtant demandé une vigilance à toute épreuve de la part de ceux à qui incombe la responsabilité non seulement des deux organismes, mais aussi de la municipalité de Bordeaux, qui a toujours joué aussi un rôle décisif dans le maintien de l'Ecole à Bordeaux ; on comprend ainsi la véritable lutte à laquelle le président Chaban-Delmas a efficacement participé pour le plus grand bien de Bordeaux, de son Université et de son Ecole (∞).

Nous ne saurions envisager, dans cet article, les rapports entre l'Ecole de "Santé Navale" et l'Université sans les placer dans leur contexte ; aussi nous trouverons-nous amenés à rappeler des événements ne présentant pas de rapport direct, a priori tout au moins, avec le problème qui nous occupe.

Par ailleurs, nous envisagerons, au début surtout, le terme "Université" dans son sens le plus large et en particulier dans son aspect pédagogique ; c'est pourquoi nous estimons opportun d'évoquer succinctement la période qui a précédé la création de l'Ecole de Bordeaux, alors que les médecins de marine recevaient un enseignement qu'ils allaient dans certains cas parfaire dans les Universités. Ce furent les premiers jalons des rapports entre les Ecoles de la Marine et l'Université.

I - PÉRIODE ANTÉRIEURE À LA CRÉATION DE L'ÉCOLE.

Avant la création de l'Ecole bordelaise, les médecins de marine étaient formés à Brest, Rochefort et Toulon, où existaient depuis longtemps (1674 à 1689) des hôpitaux spécifiquement maritimes. C'est seulement par la suite (1722) que furent créées les écoles de médecine navale, qui ont joué un rôle absolument primordial dans la formation des médecins de marine ; d'ailleurs l'étude

(°) "l'indispensable complémentarité de l'Ecole et de l'Université" (discours à l'Institut de médecine tropicale le 30 septembre 1988 (18)).

(∞) "Notre Ecole est un élément-clé de la vie de Bordeaux, tout comme l'Université de Bordeaux II" (Ibid.18).

des maladies tropicales et la reconnaissance des grandes endémies leur revient. Par la suite, ces écoles furent réorganisées sur le modèle des écoles civiles, ce qui amena la création d'une Ecole officielle du Service de Santé de la Marine. Monsieur le Médecin général Carré nous convaincra du rôle de ces écoles dans l'article qu'il consacre à ce sujet.

Lorsqu'en 1820, le Roi Louis XVIII créa l'Académie royale de médecine, on fit appel, après de longues discussions précédant des élections, aux personnalités médicales les plus en vue. Parmi celles-ci, plusieurs ont été choisies dans les cadres de la Marine (6) : Keraudren (1769-1865) est nommé membre titulaire en 1821, tandis que les suivants sont nommés correspondants-adjoints, tous en 1825 : Aubert (1781-1852), Lefort (1767-1843), Catel (1782-1862), Drognet (1769-1836), Fouilloy (1790-1848), Hernandez (1769-1835), Legris-Duval (1780-1841), Mougeat (1785-1844), Obet (1777-1856), Pellicot (1769-1825), Quoy (1790-1869), Sper (1775-1844), Tuffet (1769-1828). Par la suite, de nombreux autres marins honoreront l'Académie nationale de médecine.

II - L'ÉCOLE PRINCIPALE DU SERVICE DE SANTÉ DE LA MARINE, LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET LA VILLE DE BORDEAUX.

Lorsque fut créée, en 1878, la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux, "la ville de Bordeaux avait pu espérer que l'importance de cet établissement universitaire serait accrue par l'installation d'une Ecole du Service de Santé Militaire (21)". A cet effet, la ville de Bordeaux avait effectué de très actives démarches auprès du Gouvernement et était prête à s'imposer de lourds sacrifices pour abriter cette école. Malgré certaines promesses, la ville de Lyon fut choisie ; elle devint ainsi le siège de l'Ecole de Santé, en remplacement de celle de Strasbourg, désormais aux mains des allemands.

La ville de Bordeaux protesta énergiquement et finit par obtenir une légitime satisfaction par le décret du 22 juillet 1890, qui désignait Bordeaux comme siège de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine.

Fidèle à sa promesse, la Ville de Bordeaux consentit une très importante contribution financière ; l'Ecole fut installée dans l'ancien asile d'aliénés, cours Saint-Jean (cours de la Marne aujourd'hui) ; l'inauguration eut lieu le 5 novembre 1890.

Au cours de l'importante manifestation qui s'est déroulée à cette occasion, dans la chapelle de l'Ecole provisoire, le professeur Pitres (16), doyen de la Faculté de Médecine et de Pharmacie, prit la parole :

"L'année 1890, dit-il, marquera une date importante dans l'histoire de la Faculté mixte de Médecine et de Pharmacie de Bordeaux. Elle a vu s'accomplir, en effet, deux événements gros de conséquences heureuses : l'organisation de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine et la prise de possession de la Faculté par l'Etat.... Au nom de tout le corps enseignant de la Faculté, je souhaite la bienvenue à son éminent directeur, Monsieur le docteur Brassac, et à Messieurs les officiers ses collaborateurs..... Soyez également les bienvenus, Messieurs les étudiants de la Marine. Vous trouverez toujours en nous des maîtres bienveillants. Nous savons que l'avenir vous réserve l'honneur de représenter dans les pays lointains la science française, si injustement dénigrée par des rivaux acharnés. Pour remplir dignement votre tâche, il faut que, par la sûreté et l'étendue de vos connaissances, vous puissiez inspirer le respect et l'amour de la mère-patrie aux populations que vous irez visiter en émissaires de notre Université. Nous nous emploierons de notre mieux à vous préparer à cette noble mission".

D'autres discours furent prononcés ; tous ont évoqué les rapports étroits entre l'Ecole et la Faculté : le vice-Amiral Ribell, préfet maritime de Rochefort, parla du "centre de lumières scientifiques représenté par leurs répétiteurs (les professeurs de l'Ecole) et les maîtres de la Faculté de Bordeaux" ; Monsieur Baysse, maire de Bordeaux, insista sur le "renom des professeurs de la Faculté, qui avait amené le Gouvernement à accorder à Bordeaux une Ecole militaire" ; enfin, Monsieur Béranger-Féraud, directeur du Service de Santé au Ministère de la Marine, puis le Docteur Brassac, le nouveau directeur de l'Ecole, envisagèrent à leur tour les rapports étroits entre l'Ecole et la Faculté (8).

Une convention entre la ville et l'Etat envisagea un très important agrandissement de la Faculté, afin, entre autres choses, "de satisfaire à l'instruction des élèves de cette Faculté et des élèves de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine" (°).

Le ton était donné ; une collaboration efficace entre la Faculté et l'Ecole était désormais scellée ; cent ans plus tard, elle s'était encore raffermie !

Nous avons eu plus haut l'occasion d'évoquer le rôle primordial des médecins de la Marine dans le domaine de la pathologie tropicale, qui a connu rapidement un essor considérable. C'est pour cette raison que fut créé dès 1890 un "corps de santé colonial" ; à l'origine, ce corps était civil, il ne devint militaire qu'en 1904.

La Faculté a, dès le début, lourdement grevé son budget pour s'adapter continuellement aux besoins de l'enseignement des élèves de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine :

- 1° en créant une chaire de pathologie exotique et de médecine coloniale, la première en France ;
- 2° en organisant un musée d'ethnographie et d'études coloniales et en instituant, également la première en France, un enseignement de la médecine coloniale, consacré par le diplôme de médecin colonial de l'Université de Bordeaux (°°).

III - LA CHAIRE DE MÉDECINE TROPICALE.

Dès le début de sa création (1878) la Faculté de Médecine pensa, sous l'instigation des doyens de Nabias et Pitres, compte tenu de sa situation géographique et de ses contacts maritimes avec les colonies, créer un enseignement de pathologie exotique.

Cet enseignement prit son essor par la présence d'un jeune répétiteur de l'Ecole de Santé Navale, Alexandre Le Dantec (°°°) ; celui-ci, agrégé de chirurgie des ports, jouissait déjà d'une certaine réputation, en raison de ses publications de microbiologie ; aussi fut-il sollicité pour se charger de cet enseignement (3,7).

Grand travailleur, Le Dantec ne voulu pas en rester à ce stade et, tout en assurant son enseignement non seulement à l'Université, mais aussi à l'Ecole de Santé Navale, il prépara les concours civils ; il fut d'abord reçu à l'agrégation de médecine générale ; plus tard il devint médecin des hôpitaux.

La carrière de Le Dantec fut vraiment exemplaire : simple engagé volontaire comme soldat d'infanterie de marine, il effectua ses études de médecine tout en navigant ; il profita de ses courts séjours à terre pour passer les examens et fut reçu major au concours de médecin de deuxième classe de la Marine. Il parcourut alors le monde : on le retrouve au Tonkin, en Guyane, aux Indes, en Afrique du Sud, en Nouvelle-Calédonie, à Terre Neuve, à Saint-Pierre et Miquelon.... Au cours de tous ces voyages, il effectua d'importants travaux et fut à la tête d'intéressantes découvertes, dont il sera question par ailleurs ; mentionnons néanmoins ses travaux sur la spirochétose intestinale, la dysenterie, le paludisme sur lequel il a d'ailleurs écrit un ouvrage.

Sa renommée ainsi acquise le désignait tout naturellement pour occuper, dès 1902, la nouvelle chaire de médecine coloniale et de clinique des maladies exotiques. Son enseignement très documenté avait, dès le début, pris la forme d'un traité de pathologie exotique en deux volumes (1900) ; la cinquième édition parut en 1929 (11).

Pouvait-on souhaiter un meilleur rapport entre l'Ecole de Santé Navale et l'Université ?

Par la suite, cette situation se renouvela sur une grande échelle et nombreux sont les anciens "Navalais", ayant effectué une carrière universitaire, parmi les disparus, mentionnons :

Le Dantec, Portmann, Leng-Lévy, Letac, Rigaud, Moustardier.

(°) Le premier étudiant de l'Ecole inscrit à la Faculté, le 7 novembre 1890, fut M. Pierre de Saint-Germain, né à Paris 4 mai 1866 (1).

(°°) Signalons également la création d'un diplôme de médecine universitaire de médecin de la marine marchande.

(°°°) On ne confondra pas Alexandre Le Dantec avec Aristide Le Dantec, fondateur de l'Ecole Africaine de médecine de Dakar.

Tout semblait donc dès lors fonctionner pour le mieux et le tandem Ecole-Faculté poursuivait sa route pour le plus grand bien des deux organismes et de la ville de Bordeaux, dont l'Ecole de Santé Navale représentait un fleuron essentiel.

IV - DIFFICULTÉS POUR LE MAINTIEN DE L'ÉCOLE À BORDEAUX ; INTERVENTIONS UNIVERSITAIRES (VOIR 21).

Et pourtant, bien avant que fut créée la chaire de médecine tropicale, de sérieux ennuis étaient apparus ; des difficultés étaient survenues entre les deux ministères "tuteurs" de l'Ecole, le Ministère de la Marine et celui des Colonies, au sujet de la situation du cadre colonial. Malgré la convention du 22 juillet 1890, il fut question d'enlever à Bordeaux le secteur colonial et de le transférer à Lyon (1897) ! Le Conseil municipal de Bordeaux réagit vigoureusement et émit le vœu que l'Ecole de Santé Navale conservât son effectif complet d'élèves ; il finit heureusement, mais non sans mal, à obtenir gain de cause.

Une nouvelle alerte surgit trois ans plus tard (1900) quand Marseille, cette fois, déploya tous ses efforts pour attirer à elle les étudiants qui se destinaient à la médecine coloniale, en créant, à son école coloniale, plusieurs chaires de sciences médicales (pathologie exotique, hygiène tropicale, climatologie...) (21). La ville, les parlementaires, une nouvelle fois émus par cette menace, intervinrent auprès du Gouvernement en rappelant les efforts et les sacrifices réalisés à Bordeaux. Ils n'obtinrent gain de cause que très partiellement : une école d'application du service de santé colonial fut créée à Marseille (1905), mais le Ministre de la guerre assura (1906) "qu'il ne serait apporté aucune modification à l'organisation de l'Ecole de Bordeaux, c'est à dire que les élèves des troupes coloniales ne seraient pas enlevés à l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine".

Allait-il enfin en être terminé avec ces menaces permanentes ? Hélas non ! Et cela en dépit des promesses : le Ministre de la guerre émettait le projet, en 1911, de transférer la section coloniale de l'Ecole à Lyon. Grâce à Monsieur Charles Chaumet, député de la Gironde, devenu sous-secrétaire d'Etat (cabinet Monis), le danger, une nouvelle fois encore, fut écarté.

C'est alors qu'à la suite d'une importante réforme des études médicales et des besoins de la Défense nationale, le contingent des élèves de l'Ecole fut presque doublé (1913). La municipalité n'hésita pas à faire de nouveaux sacrifices et procéda à l'agrandissement des locaux donnant sur le cours Barbey. La convention de 1890 entre la ville et l'Etat fut alors ajustée aux nouveaux besoins ; la ville souhaite qu'un addendum fût joint à cette nouvelle convention demandant à l'Etat l'assurance contre le démantèlement ultérieur de l'Ecole de Santé Navale. Après bien des discussions, la ville de Bordeaux ne put obtenir satisfaction (1914).

Bien entendu, au cours de ces événements, la Faculté prit fait et cause pour l'Ecole, son influence fut loin d'être négligeable (°).

C'est alors qu'éclata la guerre de 1914-1918, à laquelle l'Ecole de Santé Navale paya un lourd tribut : 76 Navalais ne reviendront pas (le drapeau de l'Ecole reçut la Croix de guerre 1914-1918 en 1922) (12).

Dès 1920, l'Ecole reprit une importante activité : un contingent de 300 élèves dut être logé ; une nouvelle fois, l'Etat se tourna vers la ville de Bordeaux, qui consentit de nouveaux sacrifices ; le projet établi à ce sujet par la ville fut approuvé par le Ministre de la Marine. Les travaux furent alors exécutés.

C'est juste à ce moment que fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés par Messieurs Girod et Justin Godard, un projet de fusion des services sanitaires du corps colonial avec ceux du corps métropolitain, donc au bénéfice de Lyon. Le doyen Clément Sigalas, qui avait toujours pris une part très active à tous les problèmes intéressant l'Ecole, réunit immédiatement son Conseil de Faculté (19 novembre 1924), afin de demander à Monsieur le Maire de Bordeaux de prendre

(°) Nous n'avons mentionné ici que les principaux événements concernant l'intégrité de l'Ecole de Santé Navale ; il y en eu bien d'autres (voir 21).

toutes dispositions pour qu'aucune atteinte ne soit portée à la situation actuelle de l'Ecole de la Marine et par contre coup à la Faculté de Médecine de Bordeaux. La ville éleva tout de suite une violente protestation en rappelant les immenses sacrifices qu'elle avait consentis et les promesses qui lui avaient été faites (21). Heureusement, le projet Girod-Godard échoue. L'Ecole de Santé Navale est sauvée ! A cette occasion, on ressent la nette impression de la force que représente la véritable association Ecole-Faculté (5).

Il est opportun à ce sujet d'évoquer les Journées médicales de 1928, qui ont suivi ces événements (22). Le professeur Henri Verger (25) avait alors été heureux à cette occasion d'évoquer de nouveau la véritable union entre la Faculté et Santé Navale :

"Une tradition constante fait participer aux Journées médicales la médecine militaire, et il importe de la maintenir. Entre médecins militaires de carrière et médecins civils, qui au surplus sont tous plus ou moins des militaires virtuels, il ne saurait exister de barrières. Bordeaux, siège de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine et des troupes coloniales, se devait d'y joindre les représentants de ces deux Corps liés à nous par une camaraderie d'école, que l'éloignement ne saurait effacer. Au reste, la guerre a eu ce résultat d'instituer la collaboration des civils avec les militaires de carrière, et par suite de mieux rapprocher les uns des autres. Le mélange des étudiants civils avec les élèves des Corps de santé militaire, maritime et colonial dans notre Faculté, est pour nous tous une circonstance heureuse ; il assure la communauté d'un même esprit professionnel, de cette âme collective dont je parlais tout à l'heure. Et ainsi, quel que soit l'habit qu'ils portent, les médecins restent confrères au vrai sens du mot".

A cette époque, l'Ecole de Santé Navale connaît, en dépit de promotions parfois numériquement faibles, un énorme développement dû à l'activité, à la compétence et au dévouement de ses anciens élèves, qui jouent un rôle de premier plan dans le développement de la Santé publique, en Afrique en particulier, et dont il sera question par ailleurs.

En 1939, la guerre est déclarée ; les promotions 1935, 1936 et 1937 sont mobilisées ; seules restent à Bordeaux la promotion 1938, puis celle de 1939 (20).

En 1940, la France est envahie : l'heure est venue d'évacuer les lieux ; après bien des péripéties, les élèves se retrouvent à Montpellier, où ils sont installés successivement à l'Institut Saint-Bernard, à la cité universitaire, enfin à l'hôpital psychiatrique de Font d'Aurelle.

Une nouvelle fois, les Navalais s'illustrent au Champ d'Honneur : cinquante d'entre eux ne reviendront pas. Le drapeau de l'Ecole recevra la Croix de guerre 1939-1945 ; il avait reçu la Légion d'Honneur en 1935.

Enfin, en 1945, l'Ecole de Santé Navale, préalablement occupée par la Kriegsmarine, puis par les FFI, rouvre ses portes. Les Navalais s'installent à l'école Paul Bert en attendant la remise en état de leurs locaux.

V - LA PÉRIODE D'APRÈS-GUERRE.

La préparation au concours d'entrée à l'Ecole principale de Bordeaux s'effectue dans les écoles annexes de Brest, Rochefort et Toulon, où les candidats effectuent en même temps leur première année de médecine, le concours ayant lieu à l'issue de cette première année. L'enseignement est assuré par les professeurs des écoles Annexes et l'examen de première année de médecine a lieu devant un jury de la Faculté tutrice (Bordeaux pour Brest et Rochefort, Montpellier pour Toulon). La qualité de l'enseignement dispensé par ces écoles s'avère de tout premier ordre et le pourcentage des étudiants reçus à l'examen de première année se montre très élevé. Il importe de rendre un particulier hommage à ces professeurs, dont la culture et le dévouement sont au dessus de tout éloge. Des contacts très enrichissants prennent ainsi naissance entre les professeurs des écoles annexes et ceux de l'Université.

Un événement important allait alors survenir : la décision gouvernementale d'un concours commun d'entrée pour les Ecoles de Lyon et de Bordeaux, l'option sur l'une ou l'autre se faisant en fonction du rang d'admission (décret du 6 février 1950). Nombreux sont les élèves des écoles annexes, signale Richer de Forges (20), qui, bien que reçus à Lyon, préfèrent redoubler pour intégrer

Bordeaux et rester ainsi attachés à une légitime vocation maritime ou coloniale. Il y a très longtemps que l'on pressentait cette décision, souvent évoquée au cours de conversations avec les Médecins généraux James, Hougonot, Debénédetti...

De nouveau, d'autres décisions allaient encore être prises : le recrutement pour les Ecoles ne se ferait plus à l'issue de la première année, mais dès le baccalauréat (instruction ministérielle du 5 février 1962). Les écoles annexes, n'ayant plus désormais aucun rôle, sont supprimées (8 juillet 1963) (14). Une autre raison peut-être justifie cette suppression : la modification du recrutement pour l'externat des hôpitaux. Le concours, dans sa forme ancienne, est supprimé et remplacé par le classement des candidats, déterminé par les notes obtenues aux examens de fin de première et de deuxième année. Pour que ce classement soit juste, il était opportun que tous les candidats fussent jugés par les mêmes examinateurs et dans les mêmes conditions ; cela ne posait guère de problème pour les élèves de Brest et de Rochefort, dont l'examen de fin de première année était sanctionné par des professeurs de Bordeaux ; mais il n'en était plus de même pour les élèves de l'Ecole de Toulon, qui étaient examinés par des professeurs de la Faculté de Montpellier ; il paraissait impossible de mélanger des notes obtenues par la Faculté de Montpellier (première année) et celle de Bordeaux (deuxième année). La suppression des écoles annexes résolvait le problème.

Enfin, une nouvelle réforme, une de plus (janvier 1968), envisageait la fusion des "troupes coloniales", devenues troupes de marine, avec l'armée de terre. Il n'y a plus désormais qu'un corps unique de médecins des armées, rattaché au Directeur central du Service de Santé des Armées, qui siège à l'Hôtel des Invalides, à Paris.

Les bordelais ont beaucoup déploré de voir l'inscription ornant le frontispice de leur Ecole (Ecole Principale du Service de Santé de la Marine) remplacée par la nouvelle appellation : Ecole du Service de Santé des Armées (1971). Pour eux, ce sera toujours l'Ecole de Santé Navale !

Toutes les transformations qu'ont vécues tantôt l'un, tantôt l'autre organisme ont encore resserré les liens qui depuis le début les unissent.

Le calme revenu, après les turbulences de 1968, des rencontres fréquentes entre le corps enseignant de la Faculté et celui de l'Ecole, concrétisèrent les liens confiants et amicaux entre les deux grandes Maisons. Ceux-ci sont encore facilités par le fait que d'anciens Navalais sont professeurs à l'Université de Bordeaux II (°).

VI - NOUVELLES MENACES.

Une nouvelle fois, l'existence de l'Ecole est brusquement remise en cause : une construction très moderne et vaste vient d'être terminée à Bron, dans la banlieue lyonnaise. Cette importante construction est destinée à abriter la "seule Ecole du Service de Santé des Armées" !

Pourtant, dès 1979, la décision avait été prise de construire à Bordeaux une nouvelle école, l'ancienne commençant à dater ; le terrain était prêt ; il ne manquait plus que la décision gouvernementale. A ce sujet, Monsieur le Président Chaban-Delmas, désireux de voir aboutir ce projet, était intervenu auprès de Monsieur Pierre Mauroy, Premier Ministre, et de Monsieur Charles Hernu, Ministre des Armées, pour le leur rappeler. Monsieur Hernu avait alors opposé un refus définitif à cette construction (voir 18). Tout le corps de Santé militaire devait donc une nouvelle fois se retrouver à Lyon ! Cette fois encore, l'Université intervient par la voix de son président, le professeur Jean Tavernier, ancien élève de l'Ecole. Monsieur Tavernier indique le bilan que provoquerait le départ de Bordeaux de l'Ecole du Service de Santé : 2.500 personnes se trouveraient touchées ; il rappelle à cette occasion le rôle particulièrement important de l'Ecole à la fois dans le domaine universitaire et dans le domaine médical.

De nombreuses discussions ont lieu ; le Médecin général Lestage, commandant de l'Ecole, intervient à plusieurs reprises auprès des autorités ; il est alors envisagé que si l'Ecole doit

(°) M. Michel Amouretti (Hépatogastro-entérologie), Pierre Aumonier (Pharmacotechnie), Marc Bourgeois (Psychiatrie d'adultes), Michel Clerc (Biochimie médicale), Dominique Ducassou (Biophysique), Jean-Yves Lacut (Maladies infectieuses), Michel Le Bras (Médecine tropicale), Jean Maleville (Dermatologie), Raymonk Quilichini (Pharmacotechnie), Jacques Sénégas (Anatomie), Jean Tavernier (Radiologie), Claude Vrignaud (Physique).

impérativement quitter Bordeaux, une autre formule devrait être envisagée à titre de dédommagement : on parle de la création d'une Ecole de Santé publique à caractère militaire.

Cette formule ne satisfait pas du tout les autorités locales : l'Université de Bordeaux II se met en grève, des manifestations publiques se déroulent dans la ville, la presse s'en mêle. Une pétition ayant recueilli 100.000 signatures et demandant le maintien à Bordeaux de l'Ecole de Santé Navale est portée à l'Elysée. Le Président Chaban-Delmas, le Médecin Général Curet et le professeur René Merland, Président de la Section du Sud-Ouest des Anciens de Santé Navale et initiateur de ces pétitions, sont reçus par Monsieur Bérégovoy Directeur du Cabinet du Président de la République et Monsieur Charasse, Sénateur. (voir 17) (°). Finalement, le Ministre de la Défense annonce le maintien de l'Ecole à Bordeaux (30 juin 1982). Cette nouvelle engendra un très grand soulagement pour les bordelais ; cependant les pharmaciens, qui tenaient une grande place à l'Ecole, restent à Lyon en dépit d'une demande faite par le Conseil de l'Université de Bordeaux II auprès du Ministre de la Défense pour rapporter cette décision.

En est-il fini de cette politique tendant à favoriser Lyon aux dépens de Bordeaux ? Souhaitons-le ! Mais, le Président Chaban-Delmas, lors d'une réunion de l'Assemblée générale des Anciens Elèves, le 2 juin 1984, insista beaucoup sur "la nécessité de rester unis et vigilants pour assurer l'avenir de l'Ecole" (18).

Depuis ce temps, divers événements se sont produits au sein du service de Médecine tropicale ; ces événements, réunissant une fois de plus l'Ecole et l'Université, devraient sceller pour toujours la présence de l'Ecole à Bordeaux. Suivons néanmoins le conseil de notre Maire !

VII - L'INSTITUT DE MÉDECINE TROPICALE.

La chaire de pathologie exotique, à laquelle il a été fait allusion plus haut, est devenue dès 1903 la chaire de Médecine coloniale et de pathologie exotique. Cette chaire a connu une merveilleuse animation grâce à son titulaire, le professeur Alexandre Le Dantec, ancien "répétiteur de l'Ecole de Santé Navale".

En 1928, le professeur Le Dantec, atteint par la limite d'âge, fut remplacé par le professeur Henri Bonnin. Fin clinicien, pédagogue distingué, Henri Bonnin continua l'œuvre de son prédécesseur ; l'enseignement de la médecine coloniale, devenu médecine tropicale, a poursuivi sa carrière. Cet enseignement peut conduire à l'attribution d'un diplôme de médecine tropicale de l'Université ; tous les élèves de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine sont astreints à le suivre.

En 1957, le professeur Bonnin est atteint à son tour par la limite d'âge ; il est remplacé par le professeur Gaston Moretti. Ancien professeur à l'Ecole de Santé Navale, Monsieur Moretti a gravi tous les échelons de la carrière hospitalière et universitaire. L'originalité de ses nombreux travaux, la qualité de son enseignement et sa vocation pour la pathologie tropicale le désignaient tout naturellement pour occuper cette importante chaire. Par son ancienne appartenance au Corps de santé de la Marine, il continua comme ses prédécesseurs à collaborer avec l'Ecole. Il témoigna d'une très grande activité dans l'organisation du diplôme de médecine tropicale. En 1969, la loi d'orientation de l'Enseignement supérieur (loi Edgar Faure) est appliquée : sa notoriété lui permet de prendre la tête d'une UER de Médecine tropicale, qui deviendra "écologie et épidémiologie tropicale", puis "Santé et développement" en 1980 (24). En 1983, Monsieur Moretti est admis à la retraite.

Il est alors remplacé par son collaborateur direct, le professeur Michel Le Bras. Celui-ci, ancien élève de l'Ecole de Santé Navale, agrégé de médecine générale, médecin des hôpitaux, a professé pendant plusieurs années au CHU d'Abidjan. Si les chaires ont été supprimées, les UER, et les Services hospitaliers qui leur sont rattachés, persistent. Ainsi, Michel Le Bras devient directeur de l'UER (plus tard UFR) de Médecine tropicale.

(°) Craignon J.L. Navale : Les Bordelais à Paris. le Quotidien du Médecin 1982 12 N° 2677 page I.

Lorsqu'en 1982, il fut décidé de concentrer à Lyon tous les élèves de l'Ecole de Santé des Armées, donc la suppression de l'Ecole de Bordeaux (décision qui, nous l'avons vu plus haut, fut heureusement rapportée), il fût envisagé une solution de remplacement : il était impensable, en effet, que le potentiel d'enseignement et de recherche dans le domaine de la santé en milieu tropical fût purement et simplement supprimé !

L'heureux maintien à Bordeaux de l'Ecole n'empêcha pas le professeur Le Bras de développer davantage les organismes déjà prévus et de réunir l'UER de Médecine tropicale et le département Santé et développement en un Institut de Médecine tropicale, qui fut inauguré le 30 septembre 1988 et qui prit le nom d'Institut Médecin général Labusquière (9) ; celui-ci, ancien élève de l'Ecole, connut une carrière absolument exceptionnelle dans le domaine de l'épidémiologie et mourut victime du devoir.

Comme l'a signalé le professeur Michel Le Bras, les cinq instituts français de Médecine tropicale ont décidé de s'unir (Santé et développement de Paris VI, Médecine et épidémiologie tropicale de Paris VII, Institut Félix Houphouët-Boigny à Marseille, Ecole du Pharo à Marseille, Institut Labusquière à Bordeaux (9)) pour proposer des alternatives à l'organisation sanitaire des pays tropicaux en voie de développement, relever le défi que constituent les paludismes multi-résistants, les rétrovirus, les fièvres hémorragiques...

En collaborant à la réalisation de ce projet, l'Institut Labusquière a organisé plusieurs thématiques, aussi bien dans le domaine de l'enseignement que dans celui de la recherche. Dans toutes les sections de cet Institut, on retrouve toujours le Directeur et les professeurs de l'Ecole de Santé des Armées formant avec leurs collègues universitaires une véritable équipe unie et illustrant ainsi les rapports qui depuis toujours ont rapproché les Universitaires et les "Navalais".

B I B L I O G R A P H I E

- 1 - Archives départementales de la Gironde (Annexe Poyenne). Faculté de médecine et de pharmacie ; registre des inscriptions.
- 2 - Archives municipales de la ville de Bordeaux. Documents Ecole de Santé Navale.
- 3 - BONNIN H. - Les premiers pas en médecine tropicale de la Faculté de médecine et de ses élèves. J. Méd. Bordeaux, 1950, 127, 573-577.
- 4 - CURET M. - La page du Président. Bull. Assoc. Amic. Anc. Elèves Ecole du Service de Santé des Armées de Bordeaux, 1982, 62, N° 59 et 1984, 64, N° 64, 2.
- 5 - DUBREUILH W. - La médecine à Bordeaux depuis cinquante ans - J. Méd. Bordeaux, 1928, 105, 882-885.
- 6 - GALLIACY J. - L'Ecole de Santé Navale. Quelques notes d'histoire. J. Méd. Bordeaux, 1950, 127, 568-572.
- 7 - GUERIN J. et GUERIN B. - Des hommes et des activités autour d'un demi-siècle, 1 vol., BEB édit., Bordeaux, 1957. Le Dantec (Alexandre), p. 439.
- 8 - Inauguration de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine. Discours de Monsieur le Vice-Amiral Ribell et de Messieurs Baysselance, Béranger-Féraud, Brassac. Gazz. hebd. Sc. méd. Bordeaux, 1890, N° 45, 480-485.
- 9 - Institut Médecin général Labusquière. Inauguration. Documents de l'Institut, 1988.
- 10 - LE DANTEC A. - Histoire succincte de la fondation de la chaire de médecine coloniale et de clinique des maladies exotiques auprès de la Faculté de Bordeaux. J. Méd. Bordeaux, 1928, 105, 892-893.
- 11 - LE DANTEC A. - Précis de Pathologie exotique, 5° édit., 2 vol., (T.1 : 1-947 ; 2 : 1-1076), Doin édit., Paris, 1929.
- 12 - LEYGUES G. - Remise du drapeau à l'Ecole de Santé Navale. J. Méd. Bordeaux, 1928, 105, 551-552.
- 13 - NIAUSSAT P.M. - L'Ecole de médecine de Bordeaux et son action dans les pays du tiers-monde. Mondes et Cultures, 1981, 41, 623-642.
- 14 - NIAUSSAT P.M. - L'Ecole de Santé Navale de Bordeaux. Confirmation d'une vocation médicale sans frontière. Conférences sur l'histoire de la médecine 1987-1988. Université de Bordeaux édit., 1988.
- 15 - PERY G. - Histoire de la Faculté de Médecine de Bordeaux. 1 vol., 439 p., Doin, Duthu édit., Paris-Bordeaux, 1888.
- 16 - PITRES A. - Discours à l'occasion de l'inauguration de l'Ecole Principale du Service de Santé de la Marine. Gazz. hebd. Sc. méd. Bordeaux, 1890, N° 45, 479-480.
- 17 - Prélude à l'Assemblée générale. Bull. Assoc. Amic. Anc. Elèves Ecole du Service de Santé des Armées, 1984, 64, (N° 64), 2.
- 18 - Procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration de l'Association Amicale des Anciens Elèves de l'Ecole du Service de Santé des Armées de Bordeaux, 1982, 62, N° 59, 1-10.
- 19 - RECHE A. - Mille ans de médecine et de pharmacie à Bordeaux, 1 vol., 190 p., Biscaye édit., Bordeaux, 1980.
- 20 - RICHER DE FORGES A. - L'Ecole de Santé Navale (contribution à son histoire), Th. Méd., Bordeaux, 1975 (N° 225).
- 21 - SIGALAS C. - Rapport présenté au Conseil municipal de Bordeaux. Maintien du mode de recrutement du Corps de Santé des troupes coloniales. Conseil municipal de Bordeaux, 18 décembre 1924 (1).
- 22 - SIGALAS C. - Discours du cinquantenaire de la Faculté de Médecine de Bordeaux. J. Méd. Bordeaux, 1928, 105, 875-882.
- 23 - TAYEAU F et KERNEIS J.P. - Les médecins de Lapérouse au cours du grand voyage. Colloque Lapérouse, Albi, mars 1985, 1 vol., Assoc. Lapérouse édit., Albi, 1987, 327-335.
- 24 - Université de Bordeaux II et Institut de Santé publique pour la coopération et le développement. Bilan actuel et perspectives. Coordinateur : M. Le Bras. 1 vol., 102 p., Univ. Bx II édit., Bordeaux, 1982.
- 25 - VERGER H. - Discours à l'occasion des Journées médicales de Bordeaux (4-8 novembre 1928). J. Méd. Bordeaux, 1928, 105, 938-950.